

Exportation d'eau : des projets suspendus en raison de la crise

Dossier de la rédaction de H2o
November 2010

Deux entreprises étrangères se sont manifestées pour acheter de l'eau brute à Madagascar en vue d'une exportation vers d'autres pays. La première est une société canadienne Aquamar qui a déjà signé un protocole d'accord avec l'État, il y a peu près trois ans, pour l'exploitation du fleuve de Mananara, et ce, avec des études techniques plus avancées tandis que la seconde, originaire du Moyen-Orient, était encore au stade de prospection. Mais compte tenu de la crise qui perdure dans le pays, ces projets sont en ce moment suspendus, a-t-on appris de source proche du dossier. Ces investisseurs étaient pourtant en train de se conformer aux procédures réglementaires existantes tout en réalisant de nombreuses études techniques sur les impacts socio-économique et environnemental, selon les explications d'un responsable au sein du ministère de l'Eau. Pour le cas de l'entreprise Aquamar, elle projette d'exporter 300 millions de litres d'eau du fleuve de Mananara par voyage en bateau à destination des pays du Golfe. "Plus précisément, son exploitation porterait sur une partie à 11 km de l'embouchure du fleuve qui se déverse dans la mer, et cette quantité à exporter ne représente que 5 % de son débit journalier", a expliqué un technicien malgache au sein du CNEAGR, le bureau d'études chargé de réaliser des études techniques de ce projet. La première variante portant sur la mise en place d'un pipeline tout au long de la piste reliant Maroantsetra et Mananara avec l'installation d'un terminal sur la plage a été rejetée en raison des impacts socio-environnementaux mesurés. Par contre, la seconde variante, qui consiste à mettre en place le pipeline en dessous du lit de la rivière avec un système gravitaire, et ce, utilisant une technologie de pointe, a été accordée à l'investisseur. Notons que cette étude a été réalisée par le CNEAGR et son partenaire d'origine française. Les retombées économiques attendues de ce projet concerneraient la mise en place d'une centrale hydro-électrique à Mananara et le financement d'autres projets d'adduction d'eau potable, a évoqué le technicien du CNEAGR. De son côté, cet investisseur canadien entrait en phase d'avant-projet détaillé tout en voulant réaliser les études de faisabilité financière mais il a décidé de mettre en stand-by son projet vu le contexte politique dans le pays. "La fixation des redevances à payer sur l'exportation de l'eau brute n'a pas été décidée pourtant encore négociée avec l'État", a précisé le responsable au sein du ministère de tutelle. Quant au second projet mené par l'investisseur du Moyen-Orient, il n'a même pas pu démarrer pour suivre toutes ces étapes en raison d'une contestation politique", a-t-il conclu.

Navalona R., Midi Magagasikara - AllAfrica 06-10-2010